

CONGRÈS DU PCF :

p 5

Editorial

Les monstres

« Le vieux monde se meurt, le nouveau tarde à apparaître, et dans ce clair-obscur surgissent des monstres ». On connaît la citation d'Antonio Gramsci, dirigeant du PC italien, mort en 1937 après 11 ans dans les prisons mussoliniennes. Pour lui, le clair-obscur c'est le confusionnisme ambiant des années qui suivent la 1ère Guerre Mondiale, confusionnisme propice à toutes les manipulations des peuples qui débouchera sur une Deuxième Guerre Mondiale. Ces mots résonnent de manière très actuelle.

Confusion des mots, des sens, pertes de repères, angoisses du lendemain, repli sur soi et refus de croire en un possible changement de base d'un monde qui pourtant effraie la très grande majorité des peuples, tout cela caractérise l'époque que nous vivons aujourd'hui.

Marx, lui, expliquait que si le capitalisme permet le développement des forces productives, sa recherche du profit vient heurter le développement des sociétés humaines. Cette contradiction fondamentale est l'un des éléments de la confusion actuelle.

La confusion des mots s'appuie sur une révision de l'histoire qui atteint des limites extrêmes et jette dans un même bain le nazo-fascisme impérialiste et la visée communiste qui en est pourtant son antagonisme pur. Cet amalgame vise à mettre à jamais dans les poubelles de l'histoire tout changement possible.

La confusion des idées assimile toute critique du système à du complotisme, toute critique du récit dominant sur les guerres en Ukraine, au Proche-Orient à du pro-poutine ou à de l'antisémitisme pour détourner le regard des peuples de solution mettant fin à sa domination et à l'aliénation des travailleurs. Rien n'est anodin !

Les monstres d'aujourd'hui, Trump, Musk, Milei et leurs collaborateurs de droite ou d'extrême droite, RN et Cie, portent une idéologie qui veut le bien du seul capital et de sa valorisation sur tous les aspects de la vie humaine.

Gramsci disait haïr les indifférents et leur revendication de liberté qui agit au détriment du droit de vivre des hommes et des femmes ». Il désignait ainsi une catégorie de monstres plus ordinaires, ceux qui sont cachés derrière les figures de proue du capital qui prêchent à longueur de temps la soumission aux autres... Tous ces factotums rétribués du capital, médiatisés ou pas, qui pensent d'abord à eux et n'ont que faire de la misère qui les entoure.

La première des libertés humaines est d'abord celle de vivre dans la paix, préservé des guerres impérialistes, sans angoisse du lendemain et sans être écrasé par une logique économique qui veut remettre en cause tous les acquis. C'est le droit de chaque être humain.

S'engager pour défendre cet objectif en portant un projet de société de transformation révolutionnaire reste le moyen le plus efficace de combattre ces monstres...

Nicole Grenier-Mérico

Sommaire :

- p.1 Éditorial
- p.2 Le fil des Associations
- p.3 Actualité-Électricité
- p.4 Emploi - Industrie
- p.5 Congrès du PCF
- P.6 Infos locales et des luttes

*« Malheur à nous, si nous n'avons pas
la force d'être tout à fait libre,
une demi-liberté nous ramène nécessairement au despotisme. »*

Robespierre

27 MAI - JOURNÉE NATIONALE DE LA RÉSISTANCE

Association Nationale des Anciens Combattants Résistants et amis de la résistance (ANACR)

Ce mercredi 27 mai à 11 heures, nous, le comité A.N.A.C.R. Montilien, nous nous sommes réunis, à l'invitation de la municipalité de Montélimar, devant la stèle des Résistants et des Déportés pour marquer l'importance de cette journée nationale.

Rappelons qu'elle fut initiée dans notre ville -non sans quelque fierté- par l'action persistante de Jean Buisson, ancien résistant et soutenue par Mireille Monier -Lovie, fondatrice et présidente des Amis De La Résistance sur la ville.

La cérémonie a été ponctuée par les différents discours qui tous convergeaient vers la même idée : l'importance de la réunion rue du Four à Paris, coordonnée par Jean Moulin qui avait su regrouper toutes les organisations résistantes, quels que soient leur caractère et leurs buts. Nicole Viret, présidente du comité de Montélimar de l'ANACR et des Amis de La Résistance, en lisant le discours de l'ANACR Nationale a insisté sur les points essentiels.

D'abord ne pas oublier tous les civils, Français ou étrangers, quelle que soit leur appartenance engagée dans les combats de la Résistance. Répéter la participation et le rôle des étrangers à l'instar de Missak Manouchian et de ses 23 frères de combat. « Nécessaire rappel dans ces temps de xénophobie préoccupante ». Ensuite, 2026 commémore le 82^e anniversaire de la mise en place du Conseil National de la Résistance, voté à l'unanimité et publié le 15 mars 1944.

N'oublions pas et citons « la mise en place du droit de vote et d'éligibilité des femmes le 5 octobre 1944, la nationalisation des Charbonnages du Nord-Pas-De-Calais le 14 décembre 1944 et le 30, l'amorce de la Sécurité Sociale.

Enfin, le texte rappelle que toutes les mesures du C.N.R. sont imprégnées « des valeurs humanistes, solidaires, démocratiques, sociales de la Résistance. « N'oublions pas non plus que ce programme » plaçait les entreprises et les services essentiels à la vie des Français sous le contrôle de la nation, privilégiant l'intérêt général par rapport aux intérêts particuliers. » Nous devons, nous aussi, rester fidèles à ces mesures qui demeurent « des acquis à défendre et la base de tout débat démocratique actuel. »

Conjointement, en fin de cérémonie, Annie Pez, présidente départementale de l'A.N.A.C.R et Nicole Viret présidente du comité local de Montélimar ont déposé une gerbe au pied de la stèle.



Valence, dépôt de gerbe de l'ANACR par Marianne Ory, Pierre Trapier, François Dautre

Nicole Viret

SOUTIEN AU PEUPLE PALESTINIEN !

CREST :	Tous les jeudis le pont Mistral (17 h 30 - 18 h 30).
DIE :	Tous les jeudis, 18 h devant le Lycée.
MONTÉLIMAR :	Tous les 1 ^{ers} vendredis du mois devant la gare à 18 h 30.
ROMANS :	Samedi 20 juin 11 h, place Gailly.
VALENCE :	Place Porte Neuve, samedi 13 juin - 11 h.

Marché de l'électricité : De la vertu service public à la perversion ultralibérale.



Mettre en parfaite adéquation la production avec le besoin en électricité, telle était l'obligation faite à EDF dans le cadre de sa mission de service public, pas d'excès, pas de manque. Mission accomplie. On ne change pas une équipe qui gagne. Et bien si !

Depuis 2000, en procédant par étapes, les traités et les directives européennes successives auxquelles tous les gouvernements Français, sans exception, se sont pliés, ont conduit aux pires aberrations dans le système électrique Français. Le plus grave, le plus déroutant pour nos concitoyens, est qu'aucun parti politique ne s'est réellement attaqué aux causes profondes de la situation.

Nous sommes passés d'un modèle économique honnête et transparent où chaque KWh vendu correspondait réellement à un coût d'exploitation maîtrisé et le plus juste possible, version service public, à un marché de l'électricité volontairement désorganisée, version libérale, spéculative et capitalistique, où le prix du KWh payé par l'humble consommateur est totalement décorrélé de l'économie réelle. Un prix repère est fixé par l'U.E. pour tous les commercialisateurs, il correspond au coût de production du KWh sorti de la dernière centrale à charbon (sans doute allemande), donc rien à voir avec le système Français qui s'appuie principalement sur le nucléaire et l'hydraulique. Encore trop stable pour les pourfendeurs des services publics qui sévissent dans l'UE. L'outil employé est l'EnR¹, elle bénéficie d'un soutien inconditionnel, politique et financier, à coup de centaines de milliards €, de lois sois disantes écologiques.

La plus insensée a été de donner aux EnR la priorité sur le réseau électrique, de les laisser produire, même quand cela n'est pas nécessaire, et d'obliger l'opérateur national, EDF, d'acheter à un prix très élevé leurs productions (2 à 4 fois le prix EDF), prix fixé par contrat entre l'Etat et l'exploitant privé. EDF doit également assumer le raccordement des EnR au réseau, encore quelques dizaines de milliards € ! Bien évidemment, EDF ne fabrique pas de l'argent, elle n'est pas la BCE, la facture est donc réglée par les usagers et l'Etat (nos impôts, directs et indirects).

Dans une grande majorité, les EnR sont des opérateurs privés qui jouissent, sans honte, des privilèges du capitalisme subventionné. En voulez-vous encore ? En voici. S'il ne s'agit pas de faire un procès aux EnR (elles peuvent être utiles en certains cas), c'est de la politique ultralibérale de l'électricité basé sur les EnR dont il est question, car le système imposé par l'UE (adoubé par la France) amène à produire tout le temps et n'importe quand, conduisant parfois à une surproduction, à un marché sursaturé dont la résultante aberrante est le prix négatif du KWh, non répercuté sur la facture de l'humble consommateur, bien au contraire.

Toute cette électricité inutilement produite doit impérativement être évacuée sous peine de coupure générale du réseau (sinon il y a un risque élevé de destruction de l'ensemble des appareils électriques, domestiques et industriels), scénario vécu l'été dernier par l'Espagne et le Portugal. Rappelons que ces 2 Etats venaient de sortir du système Electricité de l'UE après la crise énergétique découlant du boycott du gaz Russe. On peut supposer que la France, en fidèle soldat de l'UE, a refusé de transférer la surproduction ibérique sur le réseau européen. Une nouvelle démonstration que la coopération et la solidarité ne constituent pas les valeurs fondatrices de l'UE. L'autre effet consternant du système libéral de l'électricité est d'avoir à payer pour que l'on débarrasse les EnR de leurs surproductions. Pas de souci, c'est EDF qui paye, c'est-à-dire les usagers et les contribuables. Par exemple, le 1^{er} mai dernier, EDF (nous tous) a été contraint de payer jusqu'à 70 cts le kWh (10 fois son prix !) 50 cts de prix négatif (le kWh « toxique ») + 15 à 20 cts selon les contrats EnR.

Ne croyez-vous pas qu'on devrait sérieusement en discuter, faire des propositions, prendre des décisions et les appliquer ? Nous sommes un certain nombre (peut-être bien plus grand que je ne l' imagine) à vouloir un vrai service public Electricité et Gaz avec une mission claire et une gestion entièrement démocratisée. Des nationalisations s'imposent au périmètre Français, et une fois maître chez soi, nous pourrions envisager de construire une Europe, solidaire et coopérative, avec les peuples qui partagent cette volonté politique. Et Basta l'UE, intrinsèquement ultralibérale !

1) EnR = Energie Renouvelable

Jean-Luc Fargier.

Polytechnyl Valence, les salariés ne baissent pas les bras !



Après le rachat de l'entreprise par l'Américain Lone Star, le site de Valence, pas concerné par l'offre de reprise, a fermé ses portes. Mais mercredi 3 juin, l'intersyndicale de l'entreprise, spécialisée dans la fabrication de fibre polyamide, a présenté aux salariés un nouveau projet encadré par d'anciens cadres du site.

Devant l'usine fermée depuis près d'un mois, ils sont une centaine à s'être rassemblés ce mercredi 3 juin. « Le message est clair : nous refusons la résignation et le démantèlement industriel de notre pays. Nous faisons le choix de l'action ».

L'objectif, c'est de redémarrer les sites de Valence et de Saint-Fons ». Industriels, ingénieurs, techniciens, consultants, financiers : l'intersyndicale a sollicité une quinzaine d'anciens responsables qui ont accepté de venir bénévolement apporter leurs compétences et leurs relations. Le but est de racheter les unités de production des deux sites de Polytechnyl pas concernés par l'offre de reprise de l'Américain Lone Star.

Pour eux, pas question d'abandonner un savoir-faire et un outil industriel qui ont fait leurs preuves. « L'unité de production de Valence, c'est 15 000 tonnes de fibre polyamide par an. Celle de Saint-Fons, la plus moderne d'Europe, c'est 50 000 tonnes de polymère par an ».

Le projet va être défendu au ministère de l'Économie, lors d'un rendez-vous lundi 8 juin à Bercy.

« On compte sur vous », lance la secrétaire CGT du CSE de Polytechnyl Valence aux salariés. Le groupe industriel chinois Shenma avait ouvert des discussions pour reprendre le site de Valence, en conservant 66 emplois. Mais le groupe asiatique n'avait pas fait d'offre avant la date butoir fixée par le tribunal des activités économiques de Lyon, demandant un délai de plusieurs mois, notamment pour obtenir l'accord du gouvernement chinois, l'un de ses actionnaires.

Les discussions entre Shenma et le ministère de l'Économie sont toujours en cours. « Un accord de promesse d'achat devrait être signé sous peu », avance prudemment l'un des représentants syndicaux de Polytechnyl. Plutôt qu'une alternative au projet de nouvelle entreprise porté par les anciens dirigeants de Polytechnyl, le financement chinois serait une pièce du puzzle. « Il fait partie de l'équation pour racheter la totalité des sites de Saint-Fons et Valence.



La fédération de la Drôme du PCF qui a pris contact avec les délégués CGT de l'usine de Valence, suit ce dossier pour lequel des investissements importants sont nécessaires.

INFO / SALAIRES ET TAUX DE PAUVRETÉ

Dans le secteur privé : Le ministère du Travail évalue à 126 le nombre de branches commençant en dessous du salaire minimum une fois l'augmentation de 2,41 % de ce dernier réalisée, le 1^{er} juin, contre 30 actuellement. *

Dans le secteur public : Les fonctionnaires massivement rattrapés par le SMIC. La hausse de 2,41 % du SMIC au 1^{er} juin sera répercutée par le biais du versement d'une indemnité différentielle, du fait du rattrapage du bas des grilles salariales des catégories C et B, a annoncé Bercy. Près d'un agent sur six est désormais concerné (Les Echos)

PAUVRETÉ : « Entre 2022 et 2025, plus d'une personne sur cinq a fait l'expérience de la privation matérielle et sociale, selon l'Insee. S'appuyant sur le revenu disponible, l'Insee a l'habitude de calculer le taux de pauvreté. Celui-ci a augmenté fortement en 2023 (dernière année connue) pour s'établir à 15,4 %, soit +0,9 points sur un an et son niveau le plus élevé depuis 1996. En 2023, 9,8 millions de personnes occupant un logement ordinaire en France métropolitaine vivaient sous le seuil de pauvreté monétaire ».

Où est le « ruissellement » promis par Macron ? Vers les actionnaires du CAC 40 ?

Simultanément, la France s'effondre dans le classement de l'OCDE en PIB par habitant (en gros les richesses créées).



La Fédération du PCF Drôme Communique.

Les communistes ont fait leur choix de la base de discussion pour leur 40^{ème} congrès

A l'issue d'un processus démocratique ayant mobilisé les communistes du département et malgré un temps court, de nombreuses réunions se sont tenues dans les sections qui ont permis un échange sur les 4 textes soumis à leur avis. A l'issue de ces débats les communistes étaient appelés à choisir ce 7 juin la base commune de discussion de leur 40^{ème} Congrès qui aura lieu les 3,4,5 juillet 2026.

Cette consultation maintenant close a livré les résultats suivants.

Nationalement, le texte présenté par le Conseil national (direction sortante) rassemble 61,38 % et 41,4% en Drôme,

Le texte n°2 rassemble 25,35% nationalement et 20,2% % en Drôme

Le texte n°3 rassemble 7,6 % nationalement et 4,2 % en Drôme.

Le texte n°4 rassemble 5,67 % nationalement et 34 % en Drôme.

Ainsi, en Drôme, 74% des communistes ont voté. Leur vote fait ressortir que 79% de ces exprimés ont porté leur choix sur les 3 textes qui s'appuyaient **explicitement** sur les orientations des 38^{ème} et 39^{ème} congrès. Cela conforte, les choix opérés depuis 2018 : Avoir un parti communiste non dilué, présent actif et résolument révolutionnaire.

La participation à ce vote est aussi la preuve d'une démocratie active : ce sont les adhérents qui restent maîtres de l'orientation politique de leur parti.

Il s'agit maintenant pour les communistes de passer à la seconde étape, c'est-à-dire amender le texte de base commune **de discussion** choisi. Et cela va se faire toute cette semaine avec les congrès des sections qui se tiendront le 13 juin, étape qui se poursuivra ensuite au plan départemental avec un congrès départemental qui se tiendra à Valence le 20 juin.

L'enjeu est que chaque adhérent puisse s'exprimer et faire des propositions d'amendements au texte, un processus dont nous sommes fiers au PCF.

C'est un choix nécessaire si nous voulons faire du PCF une force au service des Françaises et des Français pour engager un changement politique profond rompant avec les choix capitalistes mortifères pour notre peuple et pour l'environnement menées depuis des années.

Pour le PCF Drôme
Jean-Marc Durand

Hommage

Nous venons d'apprendre la disparition à l'âge de 95 ans, le 29 mai dernier, de notre camarade Micheline Pénelon, adhérente de la section de Valence.

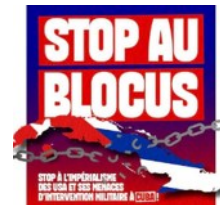
Ses obsèques ont eu lieu le samedi 6 juin à Beaumont-lès-Valence.

Son décès survient peu de temps après celui de son époux, notre camarade, Robert Pénelon membre actif de l'ANACR, intervenu le 11 mars dernier.

Nous adressons le témoignage de notre plus sincère amitié à toute sa famille et ses proches

Le comité de rédaction des Allobroges et la fédération PCF de la Drôme

LE PCF DROME SOLIDAIRE AVEC CUBA



À ROMANS, le 28 MAI, La solidarité en actes pour Cuba.

L'initiative organisée par la section de Romans/Bourg de Péage, a été un succès.

La participation relativement modeste (une soixantaine de personnes) a été largement compensée par la générosité des donateurs. En effet, le montant des fonds collectés s'élève à plus de 1 400 € qui seront reversés intégralement au Secours Populaire, au bénéfice de l'opération 1 000 panneaux solaires pour Cuba. La restauration et la buvette ont généré 400 € de bénéfices que la section reversera à l'opération du PCF « Un conteneur pour Cuba ».

La dimension conviviale de cette initiative n'a pas été pour rien dans ce succès : les participants ont apprécié les cocktails réalisés par les camarades, ainsi que les assiettes ou saveurs typiquement cubaines.

Une soirée de décryptage politique : La soirée a été marquée par l'intervention de Charlotte Balavoine, du secteur international du PCF. L'assistance a apprécié la clarté de ses analyses, la sincérité de son témoignage et son pouvoir de conviction.

Elle a ainsi rappelé l'origine et les causes du blocus criminel que les États-Unis imposent à Cuba. Elle a pu montrer que les prétextes invoqués sont à géométrie variable selon les époques et cachent mal l'impérialisme des USA.

Le rejet de l'impérialisme : Le débat avec la salle, dans laquelle était présente une poignée de latino-américains, a montré qu'au-delà des critiques à l'égard du régime cubain, l'opinion publique, n'était pas dupe des intentions criminelles et prédatrices de Donald Trump.



La présence dans la salle de France Cuba 26 et celle de la librairie. Notre temps a permis de donner aussi d'autres éclairages sur la situation humanitaire catastrophique, vécue par le peuple cubain, ainsi que sur les possibilités de

solidarité et de coopération avec une île qui représente un phare pour toute l'Amérique latine.

J.L. Mollard

À BUIS-LES-BARONNIES, LE 29 MAI

En solidarité avec l'île menacée par Trump d'une attaque imminente, une quarantaine de personnes se sont retrouvées, salle JJ Coupon, à Buis-les-Baronnies pour suivre la conférence de Mireille Ausecache. De retour de Cuba où elle a séjourné une quinzaine de jours celle-ci a présenté l'histoire et ses impressions de voyage, sa participation au 1er mai à la Havane, les rencontres avec les habitants.



Elle a souligné les difficultés que vivent les Cubains qui subissent le blocus américain depuis plus de 60 ans et les espoirs dans la solidarité internationale.



Un riche débat a suivi la conférence et après un apéritif suivait un repas d'inspiration cubaine bien apprécié par les participants.

Un stand des amis de la librairie Notre Temps présentait des livres sur le thème de Cuba. Le bénéfice de la soirée sera versé à l'initiative du